

Fiche

L'État désigne un ensemble d'institutions qui organisent une société sur un territoire donné. On parle aussi de nation pour mettre en valeur l'histoire et plus largement la culture commune qui unissent ses citoyens. En ce sens, l'État ne serait qu'une construction socioculturelle dont il faut interroger la légitimité, puisque celui ou ceux qui le représentent administrent nos vies par l'intermédiaire des lois. Le pouvoir politique – qu'il soit législatif (proposer et voter les lois), exécutif (les faire appliquer) ou judiciaire (les faire respecter) – encadre et limite à la fois nos actions. Seule une étude de sa genèse saura nous dire quel est le but de l'État.

I. Origine et fondements de l'État

Si « l'homme est par nature un animal politique », comme l'affirme Aristote, cela explique pourquoi, depuis l'Antiquité, la Cité (*polis*) incarne le lieu où cette spécificité humaine se réalise. Si certaines espèces grégaires présentent une hiérarchie, elles n'ont pas cette puissance politique qui leur permet de faire évoluer leur organisation. *A contrario*, les hommes s'améliorent grâce au débat démocratique et progressent dans leur réflexion par leur parole, dont la libre expression est garantie par le système politique. Toute formation politique serait ainsi la traduction naturelle de cette liberté humaine.

Mais dès la Renaissance, on oppose l'état *de nature* à l'état *civil*. À l'état de nature, guidés par l'instinct, les hommes semblent entièrement libres car ils n'ont pour obstacle que les bornes de leurs forces innées. Or, selon Hobbes, « l'homme est un loup pour l'homme » à l'état naturel : chacun constitue un obstacle potentiel à la survie de l'autre. Les désirs individuels, qui entrent en conflit, nécessitent une institution qui vienne les borner et restreindre la liberté de chacun par des lois qui assurent la sécurité de tous en faisant du droit naturel à disposer de soi un droit positif, c'est-à-dire protégé institutionnellement. Ainsi, l'État serait le produit d'un pacte entre les hommes, d'un contrat artificiel. Hobbes exige alors une centralisation absolue du pouvoir politique qui permette d'éviter toute opposition et tout conflit – idéal d'un État tout-puissant qui prend le nom de « Léviathan ».



© Generistock/iStock

Néanmoins, l'absolutisme hobbesien n'est pas sans risque, et face à la menace de despotisme, Locke rappelle que le pacte citoyen doit être le fondement d'un État libéral dont le pouvoir reste limité : il ne doit pas intervenir dans la sphère privée comme dans la propriété. C'est le *Contrat social* de Rousseau qui jette un siècle plus tard les bases de l'État démocratique. Par cet engagement, le peuple s'institue lui-même comme État et se gouverne selon « la volonté générale » - la pratique du vote en est la première expression. Dès lors, « l'obéissance à la loi qu'on s'est prescrite est liberté » et il n'est plus lieu de se soumettre à la force imprévisible d'un tyran. En enracinant le pouvoir étatique dans un pacte social, les contractualistes ont donc participé à la légitimité d'une autorité consentie sans tomber dans la servitude. Seul un État de droit qui ne soit pas au-dessus des lois et qui protège de toute décision arbitraire peut assurer la liberté civile.

II. Les intérêts de l'État

Selon l'idéal de justice, l'État est censé transcender les intérêts individuels dans l'intérêt collectif. Hegel fait ainsi de la Loi l'expression de la Raison, c'est-à-dire d'une forme d'universalité dans la société des individus. On trouve déjà cette idée chez Kant pour qui l'histoire, au-delà des conflits possibles, progresse vers la constitution d'un État cosmopolite assurant la paix universelle. De nos jours, des organismes comme l'ONU en sont des manifestations imparfaites mais qui témoignent de la volonté de substituer l'intérêt collectif à l'intérêt individuel.

À l'inverse, Marx et Engels défendent l'idée selon laquelle l'État est un appareil essentiellement répressif. Cette « superstructure » idéologique, qui se caractérise par son omniprésence (dans les institutions, la religion, l'éducation, l'art, la philosophie), n'a pour but que de régler une « infrastructure » économique en lien avec la production. En l'occurrence, l'État capitaliste sert les intérêts d'une classe dominante, la bourgeoisie, et s'efforce de dissimuler sa domination sur le prolétariat exploité. Si, en droit, tous les citoyens sont égaux, ce n'est pas le cas en fait, et l'idée même d'universalité reflète pour Marx et Engels l'idéologie bourgeoise qui vise à masquer la fracture socio-économique comme la lutte des classes. Nietzsche, quelques années plus tard, ira dans le même sens en rappelant que c'est le plus grand des mensonges d'État que de faire croire qu'il représente le peuple, une unité par-delà les individualités.

Le marxisme se donne donc pour objectif de destituer l'oligarchie capitaliste afin de servir l'intérêt de tous. Or, seul un processus révolutionnaire peut conduire à l'avènement du communisme : dès lors que tout homme est capable de penser en priorité à la collectivité et qu'il possède autant que son voisin, la présence même de l'État devient superflue. La disparition de toute hiérarchie politique est la seule condition pour que l'unité l'emporte sur l'individualité et que règne la justice sociale.

III. Penser une société sans État

La voie est alors toute tracée pour l'anarchisme, une théorie politique qui fait de l'État un mal absolu parce qu'il annihile toute liberté. Les anarchistes rêvent d'une société sans État dans laquelle les rapports humains seraient exclusivement fondés sur des associations mutuelles ou sur des contrats privés. Loin de l'image de désordre à laquelle elle est associée, « l'anarchie, c'est l'ordre sans le pouvoir », selon les mots de Proudhon, qui croit en l'autodiscipline des individus, capable de générer une certaine harmonie dans la libre organisation.

Mais l'anarchisme prend parfois la forme d'un individualisme, surtout sous la plume de Stirner pour qui l'homme ne serait pas fait pour se fondre dans la masse, pour oublier son *ego* (ou son égoïsme) dans des associations socio-économiques, politiques ou religieuses qui ne serviraient pas son intérêt propre. Or l'État, « le plus froid des monstres froids », pour reprendre l'expression de Nietzsche, dans l'extension de sa bureaucratie et la complexité de ses technstructures, tend à réduire le citoyen à un matricule sans visage, sans identité personnelle, sans individualité. L'État instaure donc des relations délétères entre l'individu et la communauté. Il n'est pas seulement injuste : il conditionne l'injustice. Il n'est donc pas question de le transformer mais de le supprimer afin de privilégier des organisations plus modestes, plus locales sans doute aussi, mais surtout plus authentiques et plus justes.

Les sociétés tribales en sont un bon exemple, puisque Pierre Clastres, dans ses études anthropologiques, les considère comme des sociétés sans État. Parfois diplomate ou chef de guerre, le chef de tribu n'exerce pas de fonction politique à proprement parler en temps de paix, et c'est pourquoi il n'est pas un chef d'État. Il est plutôt un médiateur, un guide qui n'a pas le pouvoir de faire la loi, mais qui relaie la tradition qui se trouve respectée par la communauté. Antérieure aux membres de la tribu, c'est la culture qui gouverne et chacun s'y reconnaît personnellement, car c'est l'histoire dont il est l'héritier. Mais un tel modèle n'est possible qu'à l'échelle réduite de la société tribale, non à celle d'un pays dont la taille exige un pouvoir politique institutionnalisé, un État pour préserver son unité.

Zoom sur...

La démocratie : le meilleur des régimes ?

Étymologiquement, la démocratie désigne une organisation politique dans laquelle le pouvoir (*kratos*) appartient au peuple (*demos*). Protégeant la liberté, elle est non seulement considérée comme le plus juste des systèmes, mais également comme un indicateur de progrès. Néanmoins, la démocratie a aussi fait l'objet de nombreuses critiques.

La première vient de Platon, marqué par la condamnation à mort de son maître, Socrate, votée par les 501 jurés de l'Héliée. Pour Platon, la majorité n'assure pas la qualité de la décision ; la démocratie est le gouvernement d'une plèbe incompétente et corrompible. Seuls les plus raisonnables, qui ne se laissent pas séduire par la rhétorique des discours démagogiques, sont aptes à gouverner. La *Kalipolis*, la cité idéale, devrait donc trouver les rois-philosophes à sa tête pour que règne la justice.

Au XIX^e siècle, la critique vient même des défenseurs de la démocratie qui, à l'instar de Tocqueville, voient dans ce système la promotion d'un égalitarisme dangereux. En créant une masse démocratique, l'État participe à la « tyrannie de la majorité », personne n'ayant le courage de s'affirmer individuellement. Ainsi, les individus sont prêts à sacrifier leur liberté pour conserver la tranquillité et les prestations que leur offre l'État-providence : c'est le « despotisme doux ». En réponse, Tocqueville, père du libéralisme, défend un système qui assure l'égalité des chances, mais qui promeut en même temps l'initiative individuelle et la méritocratie : l'idéal du rêve américain et celui du *self-made-man* sont nés.

La transparence et le secret d'État

Sur le plan politique, la transparence désigne la qualité d'une institution qui communique, sans rétention d'information, sur ses pratiques et son fonctionnement. Face aux multiples scandales politiques, elle est devenue dans nos démocraties la qualité essentielle d'un État juste.

L'idée est plus ancienne, puisqu'on trouve dans le *Projet de paix perpétuelle* de Kant un concept qui s'en approche : la publicité. Celle-ci est le signe d'un gouvernement qui n'a rien à cacher. Si l'État ne peut exprimer à voix haute la raison de ses décisions, c'est que ces dernières ne respectent pas le premier impératif catégorique, gage de moralité : « Agis de telle sorte que tu puisses vouloir que ta maxime devienne une loi universelle. » Ainsi, le secret est proscrit, car l'incapacité à s'expliquer traduit toujours des intérêts inavouables.

D'un point de vue utilitariste, en revanche, le secret peut empêcher des souffrances inutiles. En outre, il faut considérer le risque de nuire aux intérêts supérieurs de l'État. Ainsi, au ^{xvi}^e siècle, Machiavel défendait la pratique nécessaire de la ruse. Être juste parmi les injustes, c'est l'assurance d'être détruit : combien de trahisons ont connues les grands gouverneurs ? C'est l'apparence de justice qui maintient l'unité de la nation et non la justice elle-même. La politique n'a que faire de la morale ; il faut être pragmatique. Selon l'adage que l'on attribue à tort à Machiavel, « la fin justifie les moyens », surtout en matière de politique.

 Exercice n°1